

# Déclaration préalable

Lundi 17 février 2014



Fédération *Syndicale* **U**nitaire  
de l'Orne

Mesdames, Messieurs,

De nouvelles baisses de crédits et des suppressions d'emplois dans de nombreux ministères ont été décidées.

L'objectif de réduction des dépenses publiques continue à être martelé comme une évidence. Les dépenses de l'État seraient pour partie responsables de la crise économique et sociale actuelle.

Il convient de rectifier ces dires. Ce ne sont pas les dépenses publiques qui sont responsables de la crise. La cause trouve son origine dans la logique spéculative de la finance que les subprimes ont révélée en 2008. Tous les observateurs ont alors noté combien les services publics ont servi « d'amortisseur social » et comment ils ont fait la preuve de leur rôle pour lutter au mieux contre l'accroissement des inégalités. Les services publics, nous en sommes convaincus, permettent de faire face aux évolutions sociales, démographiques, économiques à venir comme aux nouveaux besoins. Ils contribuent aussi à anticiper les nécessaires mutations.

Il est plus que temps d'arrêter ces discours et mesures qui discréditent l'action publique, empêchent toute mise en œuvre de politiques publiques porteuses de progrès social. Les services publics et la Fonction publique ne sont pas une charge pour la société, ils sont une chance. Une chance pour permettre à chacune et chacun de vivre mieux. Une chance, pour garantir à nos jeunes générations un avenir plus radieux. Ils sont également une assurance, l'assurance d'une redistribution juste des richesses.

Le premier Ministre lui-même a, lors de la dernière conférence sociale, confirmé leur rôle dans le développement économique durable de notre pays en déclarant que « le service public est un élément fort de la solidarité mais aussi du développement économique durable ».

Alors que le gouvernement affirme sa volonté de réduire le chômage, il est impossible de ne pas relancer aussi l'emploi public.

Le gouvernement et le parlement doivent maintenant choisir. Choisir entre réduire encore les dépenses publiques ou mieux préparer l'avenir.

La FSU61 est profondément convaincue que le progrès social et la justice sociale sont les seules ambitions qui doivent guider les politiques publiques.

Alors que l'ambition affichée du gouvernement est de réinstaurer la croissance, la FSU61 constate qu'à ce jour la valeur du point d'indice est toujours bloquée et ce, depuis juillet 2010.

Cette situation sans précédent a de graves répercussions sur les rémunérations et le pouvoir d'achat de tous les agents de la Fonction publique. Au-delà de ses effets désastreux pour les personnels, une telle politique salariale pénalise la nécessaire relance économique ce qui contribue de fait à la dégradation de l'emploi.

De fait, les pertes intervenues, la dépréciation des carrières et le tassement des grilles ont atteint des niveaux insupportables. Alors que le gouvernement semble ne pas vouloir

rompre avec cette politique désastreuse pour 2014, la FSU61 estime à l'inverse que l'augmentation immédiate de la valeur du point est une nécessité.

Dans ce contexte, il est totalement insupportable et inadmissible pour les salariés de la Fonction publique d'entendre que le gouvernement envisage en sus le gel de l'avancement.

Au lieu de sévir, comme annoncé lors de la dernière présidentielle, contre la spéculation et la finance, le gouvernement punirait les fonctionnaires et assimilés devenus la cause de tous les maux ?

Les services publics sont une force pour la nation et sont un outil indispensable notamment dans le contexte actuel où des idées nauséabondes sont légions.

Certaines mouvances extrémistes appellent les parents d'élèves à retirer leurs enfants de l'école une journée par mois pour refuser la prétendue « théorie du genre ». Leur propagande est un tissu de mensonges, de calomnies et de manipulations. Cette campagne agressive et réactionnaire, qui vise à effrayer les parents d'élèves, a malheureusement eu de premiers effets dans certains établissements scolaires avec parfois des chiffres d'absentéisme importants.

La FSU61 réaffirme que l'application à l'école de la « théorie du genre » est une invention des réactionnaires. Elle s'indigne d'une confusion, volontairement entretenue, entre le souci légitime du service public d'éducation de lutter contre les discriminations filles/garçons et cette soit disant théorie.

Après les mobilisations contre l'ouverture du mariage à tous les couples, les réactionnaires déplacent leur combat d'arrière-garde sur le terrain de l'école. Ils s'en prennent au dispositif « ABCD égalité », destiné à lutter contre les stéréotypes de sexes à l'école primaire, et remettent en cause toute éducation à l'égalité et au respect, ainsi que l'éducation affective et sexuelle. En fait c'est l'égalité qu'ils refusent ! En assignant les enfants à des rôles strictement définis par leur sexe, ils leur dénie le droit à l'épanouissement personnel, le droit d'affirmer leurs goûts, de choisir leurs loisirs, leur métier...

C'est bien le rôle de l'école publique de lutter contre les préjugés et les stéréotypes facteurs d'inégalités, d'exclusion et parfois même de violence. C'est aussi le rôle de l'école publique de former les futur-es citoyen-nes aux valeurs d'égalité entre les filles et les garçons. L'éducation à l'égalité et à la sexualité, présente depuis longtemps dans les programmes de l'éducation nationale, ne doit pas être remise en cause !

La FSU61 n'acceptera pas que l'Ecole soit le terrain d'une instrumentalisation des élèves et des familles à des fins partisans extrémistes. Elle dénonce cette tentative visant à saper la confiance entre l'école publique et les parents. La FSU61 estime qu'il serait dangereux pour les élu-es de jouer avec l'Ecole en cautionnant ces actions.